

Comité : Conseil des expert.e.s sur la sécurité mondiale

Thématique : Comment protéger les civils de l'insécurité ?

Nom de votre think tank : Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)

1. De quelle manière votre think tank est concerné par le sujet ?

Le SIPRI, de par ses études approfondies des conflits et des niveaux d'armement dans le monde, se retrouve souvent confronté au problème des populations civiles, notamment dans leur exposition aux conflits et aux violences des belligérants. L'institut étudie également l'impact des conflits sur la dynamique géopolitique globale, l'état du terrorisme et la technologie militaire, et cela englobe les populations civiles, et cette activité le mène forcément à émettre avis et recommandations sur l'état actuel de la guerre et des armées et leur rapport aux civils.

2. Que propose votre think tank ?

Le SIPRI propose plusieurs manières de protéger les civils durant les conflits. L'institut remarque d'abord dans les conflits d'aujourd'hui plusieurs problèmes récurrents : d'abord, la loi est souvent brisée, voire ignorée, par de nombreux belligérants de conflits actuels, tels que la Russie ou le Myanmar ou bien de groupes non-étatiques tel que l'État Islamique, qui continuent de perpétrer des attaques sur des civils. Ensuite, les sociétés militaires privées, telles que Wagner ou Keenie Meenie Services (KMS), jouent un rôle croissant dans la guerre moderne, et les responsabilités juridiques sont encore floues et les lois internationales peu appliquées. Enfin, les combattants, états ou autres, se dirigent vers une tendance accrue à empêcher les civils de se mettre à l'abri, notamment grâce à un recours à la désinformation sur les réseaux sociaux, à la limitation de l'accès humanitaire extérieure et à la réduction de communautés civiles civiques, humanitaires et juridiques. L'institut recommande ainsi cinq manières de protéger les civils durant un conflit armé. Premièrement, soutenir la publication d'informations véridiques et d'alertes précises anticipant des attaques ou crises afin de protéger les civils. Deuxièmement, encourager les liens communautaires et les organisations locales afin d'augmenter la cohésion et la résistance de ces communautés. Similairement, il est également recommandé de soutenir la protection non-violente de communauté tel que le CIVIC en Ukraine, en finançant des abris, des entraînements ou des sessions d'entraide. Ensuite, limiter et légiférer les activités des SMP dans le cadre notamment de la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires des Nations Unies et encourager les états à mettre en place un cadre légal afin de superviser leurs activités et revenus. Finalement, il convient d'augmenter la pression civile sur les gouvernements afin de leur faire adopter des règles de protection des civils plus strictes, et de sensibiliser la population à ces sujets.

Dans son rapport **SIPRI Research Report n° 23 — *Terrorism in Asymmetrical Conflict: Ideological and Structural Aspects*** de 2009, le SIPRI analyse les tendances géopolitiques du terrorisme et notamment de l'islamisme. Il y relève deux courants du terrorisme : les mouvements nationalistes radicaux et les mouvements idéologiques transnationaux, tels les groupes néonazis, islamistes ou d'extrême gauche, et note que ce dernier est bien plus dangereux, notamment pour les civils, car moins prompt au dialogue et au compromis. Aussi, du fait de leur faiblesse relative

face aux états, ces groupes terroristes se tournent souvent vers des cibles civiles afin d'intimider, ce qui peut mener l'état à des ripostes de plus en plus violentes, sur des cibles parfois également civiles, comme en Syrie. De plus, leur structure organisationnelle les rend très résilients et flexibles, et ainsi, face à eux, la réponse militaire ne suffit que rarement : il est proposé d'abord de nationaliser ces idéologies et d'encourager une transformation vers des groupes moins violents et plus légitimes, ensuite d'isoler les factions radicales et modérées, afin de soutenir une transition de celles-ci vers un possible apaisement et coopération, et dans le même temps d'affaiblir les radicaux et les extrêmes par divers moyens. Enfin, il convient de modifier les structures organisationnelles afin de faire transiter ces groupes en des partenaires politiques viables et encourager le désarmement et la coopération. Afin de protéger les civils, le rapport propose de diminuer la dépendance de certains groupes à la violence et au terrorisme, notamment en augmentant leur légitimité politique tout en affaiblissant leur légitimité idéologique, et en affaiblissant les réseaux clandestins et illégaux qui encouragent la radicalité et la violence.

Le SIPRI constate dans « **Conflict, Governance and Organized Crime: Complex Challenges for UN Stabilization Operations** » (décembre 2022) les effets du crime organisé et ses sources. Il y constate une augmentation du crime organisé, dû en partie à la multiplication de conflits intra-étatiques, touchant principalement les zones en état d'instabilité profonde, comme l'Afrique centrale ou le Moyen-Orient, se caractérisant par une prolifération des Groupes Armés Non-Étatiques (GANÉ), une hybridation de gouvernance entre institutions légitimes et pouvoirs alternatifs, et un mélange des domaines politiques, économiques et personnels menant à une économie de corruption. Le crime organisé s'y caractérise comme des activités illégales liées à la corruption, au trafic de biens et d'influence, et à la violence, représentant jusqu'à 7% du PIB mondial selon certaines estimations. Ainsi, dans les pays comme la République Démocratique du Congo ou la République Centrafricaine, les richesses minérales et institutions sont grandement concernées par le crime organisé, notamment dans le but de se financer, qui touche tous les niveaux de l'état et entraîne un clientélisme grandissant, ainsi que des abus de pouvoir répétés et un affaiblissement général de l'état légitime. Le SIPRI constate dans ces zones que les missions mandatées par l'ONU ne se sont souvent limitées qu'à renforcer la police et forces de l'ordre, sans véritablement s'attaquer aux cœurs du problème que sont les réseaux d'influence et la corruption généralisée. L'institut en retire ainsi que ces missions traitent le crime organisé comme un simple enjeu technique, approchant le problème de manière limitée, se concentrant bien souvent sur les problèmes politiques à la place. Il recommande donc d'approfondir la compréhension des mécaniques qui nourrissent le problème à tous les niveaux de la société et d'évaluer la profondeur des marchés illicites et des activités illégales, de revoir les théories de gouvernance des états fragiles lors des opérations de paix et d'y intégrer la criminalité organisée comme risque et facteur à part entière, de s'attaquer aux réseaux de corruption et d'influence se développant dans les institutions et d'évaluer les résultats des missions avant leur fin afin d'améliorer les suivantes, et enfin de développer une approche plus globale à la lutte contre la criminalité organisée, coordonnée entre les états à l'échelle des Nations Unies.

Le SIPRI, dans son étude de l'évolution des armements, note que cette économie a récemment connu une croissance impressionnante, et a estimé les dépenses totales dans ce domaine à 2 443 milliards de dollars, ce qui représente 2,14% du PIB mondial, et le revenu des cent compagnies d'armement les plus importantes à plus de 632 milliards de dollars en 2024. Il s'agit dans ces deux nombres de l'augmentation la plus importante depuis 2009, signe d'un réarmement intensifié et d'une tension géopolitique croissante. Le SIPRI notait déjà en novembre 2017, dans « **Mapping the Development of Autonomy in Weapon Systems** » le rôle que jouerait le développement des « LAWS » (systèmes autonomes d'armes létales) : ces systèmes sont considérés comme essentiels pour l'indépendance stratégique d'un pays, et sont en cours de développement partout dans le monde, comme le montrent les robots exposés par la Chine ou les États-Unis, ce qui pourrait potentiellement créer une nouvelle course à l'armement. Ces

équipements posent de nombreuses questions éthiques et technologiques : est-on vraiment prêts à mettre la vie de populations civiles dans la main d'algorithmes, même si ce ne sont plus des humains qui combattent ? L'institut propose quant à ces systèmes de se rendre plus ouverts sur les avancées technologiques dans ce domaine afin de démystifier le débat et le déplacer dans un contexte plus concret et vers le thème plus général d'autonomie des armes, explorer comment combiner une autonomie des IA et un contrôle humain et comment y intégrer des garde-fous et un cadre légal, et intégrer la communauté civile et technologique au débat afin de mieux comprendre le projet et d'y apposer une perspective plus générale.